L'Anarcho-syndicaliste - n°103
décembre1970
Bulletin édité en tribune libune par l'Union des Anarcho-Syndicalistes

RÉPRESSION À CAEN...

Depuis 3 décembre, jour de l'intervention des forces de l'ordre à la faculté des lettres de Caen, la ville est investie par 2.000 gardes mobiles et CRS et la faculté des lettres est toujours en grève active 15 jours après.

Que s'est-il passé?

A l'occasion des élections au conseil d'administration de la faculté une certaine agitation était entretenue par les plus conscients persuadés de l'inutilité de cette participation (bidon) les murs se couvrirent d'inscriptions (parfois injurieuses à l'égard de certains professeurs, réactionnaires qui ne cachent pas leurs opinions politiques) des prises de paroles eurent lieu dans les cours.

Le doyen et quelques professeurs, C.D.R. notoires, croyant pouvoir éliminer rapidement quelques étudiants gênants profitèrent d'une bousculade pour faire intervenir le 2/12 à 16h30, 600 gardes mobiles et CRS dans les locaux mêmes de la fac.

De très nombreux détails concourront à prouver que cette intervention n'était pas un événement fortuit mais qu'elle était, au contraire, préparée de longue date et de main de maîtres par ceux qui sont soi-disant chargés du bon ordre de l'université.

Un professeur le mercredi 2 s'inquiétait de l'attitude d'une collègue quand les CRS seraient dans la fac.

Ce même marcredi 2 un trac signé *"les fossoyeurs de l'ancien monde"* appelait à l'occupation de la salle des professeurs. Ce tract était très peu lu, il était très peu diffusé. Par contre ce même tract est actuellement répandu en grande quantité pnr la faculté et sur la ville par le recteur qui tente de justifier son appel de la police. Il est troublant de constater que les caractères du second trac sont les mêmes que ceux du premier. D'où vient ce tract???

Le jeudi 3, corme par hasard, des professeurs C.D.R. (le plus connu est *nom incomplet*), le Doyen et deux policièrs en civil se trouvaient dans la salle des profs, quelques étudiants tentèrent d'y pénétrer, une bousculade s'ensuivit, le doyen dit alors à un policier en civil *"je vous demande de désigner X comme chef de bande, appeler ce qu'il faut".*

Ce qu'il faut??? 600 gardes mobiles et C.R.S. pénétrèrent dans la fac de lettres; on apprendra qu'ils étaient plus de 2.000 dans les casernes de Caen et des environs, beaucoup venaient de Rouen. Ils étaient là depuis quand?

"Les gendarmes sont venus armés, casqués, et le bouclier au bras dès 16h45; ils prennent position devant la faculté des lettres et occupent les couloirs des différents étages, à 19h30 ils chargent dégageant toute l'esplanade jusque sur les hauteurs de la cité; on assiste à quelques matraquages, à 20h un cordon de police barre l'entrée de l'université". Ouest France 4/12.

Il y eut une cinquantaine d'interpellations, et chose plus grave un mandat d'arrêt et 3 mandats d'amener sont lancés contre les soi-disants "meneurs". Pour retrouver l'un d'entre eux une véritable chasse à l'homme fut organisée à Plessis Grimoult (voir Ouest France du 7/12).

L'intersyndicale S.N.E.S.Sup.-S.G.E.N.-S .N.E.S-I.P.E.S.-C.P.R. décidait une grève illimitée jusqu'à la levée de toutes les poursuites, demandait la démission du doyen et le déplacement du recteur. L'A.G. du 4 décidait une manifestation et une campagne d'informations par tracts en ville et aux entreprises,

La manifestation du 4/l2 regroupe environ 1.500personnes;

Un comité de grève était élu.

Une commission d'enquête composée d'étudiants et de professeurs était formée afin de faire toute la lumière sur les agissements de certains enseigants responsables de l'intervention policière;

Le recteur, le doyen, une bonne partie du syndicat autonome dont on connait les sympathies pour le C.D.R. se livrèrent alors à des manoeuvres d'intimidation auprès de chaque membre de l'intersyndicale; ils cherchèrent à faire peur et à diviser parce qu'ils ont grand peur des révélations de la Commission d'enquête. Mais les enseignants de l'intersyndicale ne signèrent pas la condamnation du tract *"fossoyeur de l'Ancien Monde"* comme on leur demandait avec pression parce qu'ils comprirent qu'un amalgame habile pourrait être fait, par les autorités. La condamnation du tracf condamnait les 4 camarades inculpés et du même coup permettait à la justice de condamner pour incitation à action concertée. Noublions pas que les mandats d'amener ne reposent sur .aucun fait prouvé).

Une manifestation importante était prévue pour le jeudi 10 décembre afin d'obtenir la levée des plaintes et de condamner l'attitude provocatrice du doyen et des quelques professeurs. C'est alors qu'on assista au lâchage des grandes centrales syndicales.

Le S.N.E.S. (tendance "Unité et Action"-communiste dans le Calvados) et la F.E.N. mettent comme préalable à tout dialogue la dénonciation des agissements de quelques provocateurs étudiants (le mot gauchiste n'est pas prononcé mais il est constamment sous entendu). C'est bien maladroit au moment même où le doyen veut.rejeter toute la responsabilité des événements sur quelques étudiants.

La C.G.T. ne veut reconnaître que les délégués de l'U.N.E.F. (qui ne compte que 700 syndiqués) et fait sortir les délégués des 2.000 étudiants des A.G. ensuite elle reproche à l'U.N.E.F. de ne pas être un interlocuteur valatble puisqu'elle à si peu d'adhérents. On reconnaît bien là, la manoeuvre. De toute façon elle se désolidarise totalement de la manifestation.

La Loi Anti-Casseur que les étudiants voudraient rendre caduque l'arrange trop... c'est à croire.

Le S.N.E.S.-Sup. votera le mercredi 9 un texte humaniste et moralisant déjà adopté par le S.G.E.N.-Sup. présentant des principes généraux et vagues: *"la liberté intellectuelle pour tous, le droit d'expression, un contrat d'association entre professeurs et étudiants"*... tellement ambigu que le S.N.A.L.C. l'approuva publiquement. Le S.N.E.S.-Sup. n'appela pas à la nanif, la C.F.D.T. non plus parce qu'elle ne veut pas être catalogué de gauchiste (elle sera la seule cependant à refuser tout préalable à la discussion).

La manifestation fut un succès; 3.000 étudiants auxquels s'étaient joints quelques lycéens et ouvriers tinrent la rue pendant une heure avec la plus grande rigueur face à 2.000 C.R.S. armés qui coupaient les principales artères (remarquons que même aux plus denses journées de 68 il n'y eut jamais un tel déploiement de forces). La presse elle-même reconnaît l'importance de ce défilé. Une assemblée générale de 1.500 personnes clôture cette manifestation par l'élaboration d'un texte: *"Par la manifestation du 10 décembre, les étudiants de l'Université de Caen ont prouvé leur détermination de lutter contre les inculpations dont sont victimes leurs camarades".*

Quatre mille étudiants et ouvriers ont exposé leurs mots d'ordre dans les rues de Caen sans se laisser intimider par la mise en place d'un appareil policier dont l'ampleur était une provocation et malgré la désolidarisation des organisations syndicales.

Ils ont montré ainsi qu'ils étaient une force politique et non quelques agités irrésponsables.

Le P.S.U. *"se félicite de la réussite de la manifestation et de la participation de nombreux travailleurs".*

La C.F.D.T. déplore qu'une riposte unitaire contre la répression n'ait pu être organisée et *"se refuse à tromper les travailleurs en leur faisant croire qu'il existe des moyens d'abattre le capitalisme sans que celui-ci réagisse par son appareil répressif".*

Tout le monde sait à Caen que 1.300 ouvriers de la S.A.V.I.E.M. doivent être licenciés prochainement (le problème de l'emploi est crucial, en ce moment, en Basse Normandie). En reprimant, avec cette vigueur, le mouvement étudiant, les autorités ont clairement exprimé leur volonté de ne supporter aucune riposte (qu'elle vienne des étudiants ou des ouvriers) à leurs menées visant à consolider un système de plus en plus répressif et de moins en moins social. Par leurs atermoiements et leur passivité les directions syndicales se font les complices objectives de ce système.

L'occupation de la faculté se poursuit, une crèche sauvage fonctionne pour les enfants des étudiants, de nombreuses commissions et réunions ont lieu (informations sur les *Blackpanthers*, sur le mouvement basque, la lutte palestinienne, la répression aux USA. la libération de la femme etc...). Un groupe théâtral qui tente d'exprimer la répression que subissent étudiants et ouvriers se déplace dans les quartiers, un groupe de free-jazz provoque la

participation active de nombreux spectateurs (chacun d'entre nous s'est senti créateur, les musiciens eurent du mal à récupérer leurs instruments!).

La faculté devient alors, mais uniquement dans ces cas là, un lieu privilégié de recherche et d'information - le reste du temps elle est coupée du monde et dispense un savoir autoritaire et archaïque (en philo par exemple l'information s'arrête à Kant!=.

Que va devenir le mouvement étudiant? Il risque fort de s'enliser dans les vacances de Noël. Les positions de part et d'autre restent fermes, les plaintes ne sont pas levées, la reprise des cours ne peut donc se faire. Pourra-t-on vraiment condamner 4 étudiants sans faits précis?

Quel sera. le climat à la rentrée du 4 janvier?

Le mouvement aura prouvé que les étudiants sont capables de s'organiser sérieusement sans le secours des grands ténors des différentes organisations syndicales.

J'ai essayé d'être consise, c'est difficile - il y a une telle masse d'informations et de faits;

J'ai tenté d'être objective et j'ai tenu compte des appréciations de la presse qui n'a pas particulièrement de sympathie pour ce mouvement - actuellement elle en est à publier les communiqués mensongers de ceux qui ont intérêt à provoquer l'hostilité de l'opinion publique (le doyen: *"qui paiera la note de 10 millions de dégâts!"*) alors que j'affirme pour y être souvent que seuls les murs sont à repeindre (est-ce bien utile? il est tellement plus intéressant de lire des affiches et des inscriptions que de s'embêter devant des murs blancs... qui attirent de nouvelles inscriptions!), le ménage est sérieusement fait par les étudiants, le matériel est respecté - on en a trop besoin pour le détruire!

HEL.

RÉPRESSION...

Au Lycée Economique de La Rochelle, en 1968-69, Jacques Petit enseigne (maître, auxiliaire d'allemand). En 1969-70, il est au service limitaire. En 1970, à la rentrée, le Recteur l'avise qu'il ne recevra aucune nomination. Depuis il est au chômage. Que reproche-t-on à Petit ? D'après le rapport même, il a dispensé *"un enseignement valable"*. En fait ce que l'on reproche à cet auxiliaire, c'est *"d'avoir des idées politiques (il appartient au P.S.U.) - Alors on l'accuse par exemple d'avoir incité les élèves à s'opposer à toute décision de l'administration"*... aucune décision prise en 1968-69 n'a sucitê de contestation!

La violence de l'Etat, de sa police, de son administration est partout présente, qu'elle s'exerce brutalement ou insidieusement, par les matraquages, ou par la "pression" des moyens de mise en condition, que sont la presse ou la radio-télé.

RÉPRESSION EN ILLE ET VILAINE...

Melle Annick ARAUJO, institutrice à Médréac (Ille et Vilaine), vit maritalenent depuis trois ans avec un garçon travaillant dans les Côtes du Nord. Ils attendent un enfant pour le début 1971. Elle en fait part à sa directrice, Madame Delahaye, ancienne camarade de promotion,. Celle-ci prend contact le 10 novembre avec Mr Le Fur, inspecteur de l'enseignement primaire. Celui-ci exige la démission immédiate de son poste. Suite au refus de l'institutrice, le Président de l'Amicale Laïque en accord avec la directrice intervient auprès de M. Le Fur avec 8 parents d'élèves sur 32.

Alors que les 17 parents ont signé une pétition en faveur du maintien de Melle Araujo, une minorité de parents refuse d'envoyer leurs enfants à l'école, bien évidemment pour faire pression (pression savamment orchestrée) afin d'obtenir le départ de l'institutrice et, à la limite, lui faire demander sa, mutation.

De toute façon, l'inspecteur de l'Académie de Rennes, M. Debussy, a suspendu de ses fonctions l'institutrice dans l'attente d'une décision rectorale après avis de la C.A.P.D. Contact a été pris avec le S.N.I. en la personne de

MM. Perrigault et Hédé, qui n'ont pas cherché à défendre effectivement notre camarade, mais ont essayé de lui faire comprendre que son intérêt rejoignait celui de l'administration.

Nous dénonçons ce cas flagrant qui montre clairement l'oppression que subit la femme dans notre société et le rôle de relais que joue consciemment l'administration de l'Education Nationale et le S.N.I. Nous refusons cet ordre moral que certains (comme M. Perdriel, Président de l'Amicale Laïque) entendent défendre au nom de la laïcité.

POUR LA DÉFENSE DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION...

Nous ne pouvons subir sans les dénoncer les atteintes répétées à la liberté de la presse,

La dernière en date, la plus hypocrite depuis longtemps, conduisait à la suppression pure et simple de l'hebdomadaire "HARA-KIRI-Hebdo" qui s'adresse aux adultes, au nom de lois sur la protection de l'enfance.

Sans partager les opinions émises par ce périodique, mais inquiets de voir les institutions glisser de plus en plus vers un état policier, nous nous posons la même question que le *Comité de Défense de la Presse et des Journalistes:*
"POUR DEMEURER LEGALE, LA PRESSE DOIT-ELLE ACTUELLEMENT DEMEURER RESOLUMENT INFANTILE?".

S'il en était ainsi, les travailleurs se devraient d'agir en conséquence, car la liberté d'expression est garante de toutes les autres libertés.

LE SYNDICAT NATIONAL DE L'ENERGIE NUCLEAIRE CGT-FORCE OUVRIERE

S.O.S. POUR *SOLIDARITÉ OUVRIÈRE*:

Nos camarades, abonnés fidèles de *L'Anarcho-syndicaliste,* vont être surpris par notre S.O.S.! car il s'agit bien de cela, à propos d'un projet qui nous tient particulièrement à coeur: le lancement d'un organe mensuel reflétant l'orientation de l'*Alliance syndicaliste* et destiné aux travailleurs. Tirage 1.500 exemplaires pour débuter. Soyons modestes. Nous nous sommes aperçus qu'un bulletin ronéoté ne produisait pas le même effet psychologique sur le lecteur que le petit "Canard" imprimé, même si ce bulletin bénéficie d'un certain crédit moral.

Comment concevons-nous notre nouveau journal? Si possible, *"SOLIDARITE OUVRIERE"* contiendra: à la une un *EDITO*, sur l'événement marquant du mois, un cliché ou un dessin évocateur, des informations syndicales bien sûr, ouvrières et internationales qui nous paraissent dignes d'être mises en relief à des fins de propagande pour le grand public. Bref' un canard anarcho-syndicaliste pour des gens qui ne le sont pas encore. Les autres pages traiteront d'économie, de notions sommaires de législation sociale, d'articles éducatifs et attrayants,

Nous amorcerons des enquêtes sur les problèmes concrets qui se posent à la classe ouvrière: conditions de vie morales et matérielles, exploitation, logement, transports, santé etc...

Pour concrétiser notre effort, ce sera un lien entre tous les copains qui croient à l'action directe, au syndicalisme révolutionnaire. Pour cela, il nous faut de l'argent, beaucoup d'argent car le système ne se détruira pas tout seul.

Un numéro reviendrait à environ 1.200 fr par mois, ce qui n'est pas excessif. Si nous avions, d'ici à la fin janvier, 500 abonnés, nous pourrions démarrer comme prévu. Est-ce possible? Sincèrement, je le crois, si toutefois nous prenons conscience de notre dynamisme.

Pour la brochure *"Le véritable syndicalisme"* nous avons trouvé 2.100 fr, pour le *Manifeste de l'Alliance*: 400 fr. Une seconde édition est prévue dès janvier.

Déjà nous sont parvenus plus de 700 fr au CCP n°31-224-00-45 LA SOURCE;c'est un début prometteur (billets de 10 ou 50 qu'importe!)

Les cotisations, les souscriptions sont les seules ressources dont, nous disposons.

Par ailleurs, optimistes et ambitieux d'accord avec C.N.T., F.A. et O.RA., nous organisons un meeting à la Mutualité lundi 22 mars pour la comménoration du centenaire de la Commune. Tout cela c'est de l'action et mérite qu'elle soit soutenue, mieux amplifiée.

A nous de le vouloir.

Albert SADIK.

LES EVENEMENTS DE POLOGNE...

Nous reviendrons sur ces événements le mois prochain. Ils nous apparaissent particulièrement révélateurs de l'incapacité des régimes de l'est à toute gestion économique valable de même qu'ils traduisent la coupure infranchissable entre les bureaucraties et les travailleurs, le sang a encore coulé; hélas, ce ne sera sans doute pas la dernière fois que le peuple de ces pays d'en venir là pour être endendu.

VIVE LA SOCIALE! TSOIN-TSOIN...

Ayant lu les articles des 2 camarades dans le dernier bulletin, réponses à mon article "Quelle action?" j'ai été tenté:

1- de ne pas répondre, car somme toute chacun peut bien avoir son avis;
2- de faire un long exposé de ce que je pensais mais l'A.S. n'est pas fait pour ça.

J'ai, donc choisi une 3ème solution, je l'ai fait d'autant plus que si j'avais pris la précaution de dire que mon avis n'était pas obligatoirement juste, l'un d'entre eux pense, lui, que son avis est partagé largement (ce dont je ne doute pas) et juste (ce dont je suis en droit de douter).

Réglons cependant des points de détails. Un camarade parle de mes propositions délirantes. Il n'y a rien à dire., si ce n'est que c'est celui là même qui voit les "crosses en l'air" dans les casernes, la masse des travailleurs qui se soulève contre l'Etat qui, bien entendu, hésiterait à utiliser sa puissance. Bon, je veux bien. Pour le moment, parlons plutôt des travailleurs en rang devant le P.M.U.

Deuxième point: le mot est lâché, je suis, d'après le camarade, dans un fauteuil d'administration, ça explique tout. Ma première idée était de ne pas répondre à ce genre d'argumentation mais on se laisse entraîner; je pourrais dire à ce "pur" qui lui, n'est sans doute pas dans l'administration, que la révolution, si elle se fait, se fera aussi avec les gars de l'administration. Je pourrais dire encore que ce camarade très informé de l'exploitation subie par l'ouvrier, semble ignorer que la répression frappe aussi dans l'administration. En fait je dirai simplement, que c'est l'argumentation classique utilisée par le P.C.

Je veux aussi expédier au casse pipe, d'après ce, camarade, les prolos?! Je peux bien relire et relire encore nos deux articles, camarade, je crois bien que c'est ton intention, par la mienne, j'y reviendrai.

En fait ce que j'avais dit était volontairement très schématique. Bien sûr le premier rôle de l'ASRAS est d'informer les masses, se faire connaître etc... Bien sûr je ne pense pas que la lecture du *"Sabotage"* soit suffisante. Bertier, tu utilises des qualificatifs en "iste" à mon égard (spontanéiste): va pas chercher si loin! Si j'ai donné l'impression d'être contre l'organisation, c'est une erreur. Certains camarades ont des propositions d'action non violentes (physiquement) très organisées qui peuvent litre très efficaces.

Pour ma part je pense que l'action, tôt ou tard, sera violente. Aux manifestations de masse, l'Etat répondra par ses arrestations, ses matraquages, ses crimes. Il commencera par arrêter les militants connus, En supposant que l'ASRAS ait réussi dans sa mission et qu'une très grande masse se soulève, l'Etat agira comme il le fait toujours: arrestations arbitraires etc... Sans aller jusque là, et pour revenir au casse-pipe, que feront les travailleurs face à des forces dites de "l'ordre" entraînées et équipées, sinon en prendre plein les épaules... qui de nous est capable de supporter un combat de rue? qui est entraîné?

Si j'avais intitulé *"Quelle Action?"* mon article, c'était tout simplement parce que, comme tous... j'essaie de trouver de nouvelles possibilités, en plus de celles que nous connaissons. Et en ce qui concerne l'idée de commencer à étudier le problème des circuits de distribution en cas de grève etc... certains. camarades trouvent cela "utopique" c'est un avis. Mois alors, quoi?

Je crois que cela vient du fait que l'analyse de la situation actuelle est différente parmi nous. Toi, Clovis, tu es persuadé que l'Etat n'osera pas attaquer les masses. Je crois le contraire, je pense que non seulement il se défendra mais encore qu'il attaquera, qu'il attaque déjà. On habitue les gens aux matraquages, aux peines lourdes, aux mutations. Les gens sont sensibilisés par une "attaque" contre un député mais trouvent presque normales les pratiques C.D.R. Attention! Dans de nombreux pays fascisants, beaucoup de militants (et même seulement des gars non militants) se sont trouvés en taule avant même d'avoir levé le petit doigt! C'est pour cela que je pensais aussi - et pas seulement - comme vous semblez l'avoir compris - à la défense.

Tu dis Berthier: plus que de conseils nous avons besoin de militants. D'accord! Mais un militant peut aussi donner son avis... personnel et pas forcément juste.

D. GERARD.

NOTE DE LECTURE:

LE SCEPTRE ET LA BOMBE de Xavier DOMINGO - éditions Balland -

Ce surréaliste espagnol, auteur des *"Mauvais lieux de Barcelone"* et de *"l'Erotique de l'Espagne"* entre autres, vient de faire paraître un ouvrage passionnant et passionné (ce qui nous change quelque peu des bouquins militants, donc tristes, des *"gauchistes vulgaires"*) sur le problème de la REVOLUTION RADICALE. L'originale et fine analyse, développée dans un style acerbe et grinçant parfois, remet en cause tous les tabous et stéréotypes éculés des visées propres à tous les groupes ou partis "léninistes". L'argumentation s'articule autour de trois concepts: le POUVOIR, la RAISON POLITIQUE, la LIBERTE. Toutes les caricatures du socialisme appelées révolutionnaires comme celle du *"sucrier barbu des Caraïbes"* y sont balayées. Une analyse du mouvement révolutionnaire espagnol fait apparaître l'authencité du mouvement (syndicaliste) révolutionnaire de la C.N.T., dans ses racines et aspirations prolétariennes face aux récupérateurs de toute sorte, fatalement réformistes et contre-révolutionnaires (des socialistes, aux staliniens et aux trotskystes). De ce milieu émerge la "spécifique" F.A.I., flambeau de la révolte, et le groupe des "ACRATES" qui radicalisent toutes les luttes. Alors que les révoltes du prolétariat espagnol s'amplifient actuellement, l'auteur ne cache pas ses sympathies pour les groupes *Acrates,* qui réapparaissent dans des actions radicales du type "commandos urbains".

Cet ouvrage est important car, face aux falcifications du mouvement révolutionnaire que sont toutes les soit disant avant-gardes du prolétariat, il donne son coup de pioche au mur branlant des idéologies de toute nature, qui nous cachent... LA LIBERTE!

Henri PORTIER

SÉQUESTRATIONS...

La presse et la radio-télé nous ont informé des évènements de Faulquemont de Condé-sur-Noireau, de Fougères. Des ouvriers séquestrent directeurs ou ingénieurs. Cruelle atteinte à la liberté individuelle... pour un peu, on en pleurerait. Ah! ces vilains ouvriers. S'ils ne respectent même plus les personnes... où va-t-on? Car qui oserait prétendre que des ouvriers ont été eux malmenés par leurs directeurs ou ingénieurs? L'envoyé spécial du journal *"Le Monde "* doit extravaguer quand il écrit *"Quinze ans de tension chez Ferrodo et des relations de type un peu militaire entre les ouvriers la maîtrise et la direction sont les vraies raisons d'une grève..."* ou encore: ... *"la direction avait accepté de reprendre le syndicaliste (licencié) mais au lieu de le réintégrer, le directeur avait obligé l'ouvrier à venir pointer matin, midi, et soir, puis à repartir à son domicile et à y rester à sa disposition. Parfois un huissier venait...".*

Comme l'a dit M.Séguy: *"c'est inadmissible"*... qu'on enferme un directeur!

ACTION LIBERTAIRE

Porte-parole anarchiste d'Espagne - Octobre-novembre 1969.

"La révolution n'est ni ne peut être l'oeuvre d'un parti. A la rigueur, un parti peut faire un coup d'Etat, mais un coup d'Etat n'est pas une révolution.

Angel PESTAÑA

POURQUOI APPARAISSENT NOS GROUPES:

Nous sommes un groupe de jeunes militants révolutionnaires, nous provenons de divers partis et idéologies, et, déçus par les agissements des premiers, voyant l'erreur de nos idées partisanes et souvent sectaires, nous nous sommes rendu compte que la révolution ne se fait pas grâce aux partis, mais malgré eux, et que l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes ou ne sera pas.

Ainsi, devant trouver de nouvelles voies menant au socialisme, nous avons rencontré dans l'anarchisme (anarchisme: une vision du monde et une méthode pour le transformer; méthode adaptée et mise à jour, faisant l'autocritique de ses erreurs) un chemin menant à l'établissement de la justice sociale et à la libération de l'espèce humaine de son misérable état.

Ce n'est qu'en construisant nos organisations démocratiques de classe, la centrale syndicale unitaire révolutionnaire et les conseils ouvriers, que nous pourrons défendre nos intérêts au sein du système et faire que les masses prennent conscience afin de réaliser pleinement la révolution sociale conduisant au socialisme libertaire, c'est-à-dire: l'autogestion et la direction de la société, à tous les niveaux, par les travailleurs eux -mêmes.

AUTOGESTION:

L'autogestion doit être le moyen et l'objectif de la lutte actuelle. Elle est non seulement l'objectif de la lutte, mais sa forme adaptée. Elle est son propre instrument... Elle doit reconnaître cette grande vérité: s'organiser dans le pouvoir.

L'autogestion refuse toute hiérarchie, en soi et hors de soi. L'autogestion doit s'étendre totalement à la production et à tous les aspects de la vie sociale. L'autogestion étatique n'est qu'un mythe; il en est ainsi en Yougoslavie, en Algérie et en Israël - où l'on confond une simple cogestion avec l'autogestion; cogestion organisée, dans les deux premiers pays, au sein du capitalisme d'Etat, et, dans le troisième, dans le cadre d'une société basée sur un capitalisme classique et liée à l'impérialisme international.

Cette confusion est exploitée par de nombreux bureaucrates afin de détourner les travailleurs de leur véritable objectif.

"DICTATURE DU PROLÉTARIAT" ou "DICTATURE SUR LE PROLETARIAT":

Peut-être la vérité est-elle tout simplement la suivante: que nos amis bolchévisants entendent par "DICTATURE du PROLETARIAT" uniquement le fait révolutionnaire des travailleurs, qui prennent possession de la terre et des instruments de travail et s'efforcent de constituer une société, d'organiser un genre de vie dans lequel ne pourrait se développer une classe exploitant et opprimant les producteurs.

Ainsi comprise, la DICTATURE du PROLETARIAT serait le pouvoir effectif de tous les travailleurs, pouvoir tendu vers la destruction de la société capitaliste, et qui se convertirait en ANARCHIE dès que cesserait la résistance réactionnaire et que, plus personne ne prétendrait obliger les masses à obéir et à travailler pour d'autres. Alors notre désaccord ne serait qu'une question de mots, "DICTATURE DU PROLETARIAT" signifierait dictature de tous, c'est-à-dire qu'elle ne serait plus dictature de la même manière qu'un gouvernement de tous n'est déjà plus un gouvernement, dans le sens autoritaire, historique et pratique de ce terme.

Mais les vrais partisans de la "DICTATURE DU PROLETARIAT" ne le comprennent pas ainsi, et cela ils le démontrent parfaitement en Russie. Le PROLETARIAT, naturellement, y joue le même rôle que le PEUPLE dans les régimes démocratiques - c'est-à-dire celui de cacher l'essence réelle des choses. En réalité, il s'agit de la dictature d'un parti, ou plutôt des chefs d'un parti; et il s'agit d'une véritable dictature, avec ses décrets, ses sanctions pénales, ses agents exécutifs et surtout sa force armée, qui, si elle sert aujourd'hui à défendre la révolution de ses ennemis extérieurs, servira demain pour imposer aux travailleurs la volonté des dictateurs, arrêter la révolution, consolider les nouveaux intérêts qui se sont constitués et défendre des masses une nouvelle classe privilégiée. (Errico MALATESTA).

SITUATION ET TÂCHES DU PROLETARIAT A L'HEURE ACTUELLE...

La bourgeoisie veut, une fois de plus, nous faire payer la crise économique du système. Dans ce but, elle se sert de la congélation des salaires, de la loi de banditisme et terrorisme, qui est un retour aux années 40, de l'État d'exception, de la détention de centaines de militants ouvriers, etc. Le prolétariat lui a répondu courageusement, quoique d'une façon spontanée et embryonnaire, conséquence des crises des organisations ouvrières, principalement des *commissions ouvrières*, et des agissements des groupes politiques en leur sein.

Les *commissions ouvrières* surgirent à partir des grèves de 62, les grévistes en eurent besoin pour négocier avec la patronale. Mais le développement des C.O., entièrement spontané et avec son organisation de bas en haut, paraissait pouvoir voir se transformer en élevant son niveau de lutte à celui contre le capitalisme et pour le triomphe de la révolution sociale. Les agissements des partis politiques qui essayèrent de contrôler les C.O., d'en haut, de les transformer en courroie des transmission de leurs lignes politiques respectives (surtout de la part du P.C. qui les dominait en général), les convertirent en premier lieu en un parlement bourgeois dans lequel on se partageait les postes depuis le sommet, puis menèrent avec leurs querelles intestines à une série de scissions, qui pratiquemont, ont conduit à leur quasi totale disparition et inefficacité.

Si Cohn Bendit a dit avec raison que *"les révolutions ne se font pas grâce aux partis politiques, mais malgré eux"*, nous pouvons affirmer de notre côté - en analysant le mouvement des C.O. ces derniers temps - que les C.O. ne se sont pas affirmées grâce à ces partis, mais que leurs agissements bureaucratiques et leurs crises internes (scissions du P.C., du P.C.I., du Front de Libération Populaire).

Ils ont déçu les travailleurs qui, confiants dans les agissements de leur parti pour les conduire sur le chemin de la révolution, se virent trahis par les partis.

Mais ces agissements qui, en principe, pouvaient paraître négatifs, se sont révélés entièrement positifs; du fait, surtout, qu'en conséquence les travailleurs se sont rendu compte que ce n'est qu'à partir d'eux-mêmes qu'ils peuvent parvenir à leur émancipation, en créant leurs propres organes de classes et en cherchant dans le vieux mouvement anarcho-syndicaliste, (si riche en apports pour la lutte du prolétariat international comme le fut le mouvement espagnol), une orientation théorique et pratique leur permettant de créer leurs propres organisations de classe qui soient, dès à présent, des organes d'auto-défense basés sur la démocratie directe par laquelle les travailleurs décident eux-mêmes de leur propre chemin - en se souvenant de la phrase de l'A.I.T. *(Association internationale des travailleurs)*: *"L'EMANCIPATION DE LA CLASSE OUVRIERE NE POURRA ETRE QUE L'OEUVRE DE LA CLASSE OUVRIERE ELLE-MÊME".*

Pour cela, nous croyons qu'un programme de travail est nécessaire dans la phase actuelle - programme passant par la création de groupes ou leur développement actif dans l'usine, à partir des militants ouvriers qui travaillent déjà ou des révolutionnaires qui en voient la nécessité et sont disposés à s'intégrer dans les véritables centres de la lutte de classe: les usines et les ateliers. En développant la lutte dans les quartiers sous la direction des travailleurs, en organisant des plate-formes de captation et de formation de militants ouvriers pour qu'ils s'intègrent postérieurement à la lutte dans les usines.

Ce programme, qui se développera en fonction de l'émancipation et de l'organisation du mouvement ouvrier, ira des revendications économiques minima (salaire minimum et échelle mobile, égalité des salaires entre hommes et femmes et pour des emplois semblables, semaine de 40 h. etc...) aux revendications qui conduisent au double pouvoir et à la révolution sociale (contrôle des rythmes de travail, puis contrôle ouvrier de la production, socialisation des moyens de production et autogestion de ces derniers, etc...).

Ainsi, nous nous rendons compte de la nécessité de la lutte au moyen de l'agitation, de la propagande et de l'organisation qui nous conduit à la création de comités d'action et d'une centrale syndicale unitaire capables de conduire le prolétariat à la grève générale révolutionnaire menant à la situation de double pouvoir et à l'insurrection armée.

Remplacement de l'Etat (organe administratif, représsif, exploiteur...) de la société au service d'une minorité dominante, par les organisations économico-sociales des travailleurs: syndicats, comités d'action, qui se chargeront de l'administration et de l'organisation directe de la société par les travailleurs; c'est-à-dire, disparition de cette forme d'Etat et établissement du socialisme libertaire.

DES ENSEIGNANTS EN GRÈVE...

En Seine Saint-Denis, toutes les catégories d'enseignants nouvellement nommés n'étaient pas payés à la Toussaint (plus de 1.400...). D'où un mouvement de grève, parti de la base, malgré les mesures attendistes des bureaucrates du S.N.I. et du S.N.E.S. Bien entendu les syndicats s'arrangèrent pour que le travail reprenne sans que satisfaction soit donnée.

"De nombreux syndiqués virent bien la faillite de leurs dirigeants... Les faits ébranlèrent leurs idées, mais ils ne comprirent pas le rôle véritable de la bureaucratie. Quant aux oppositions syndicales (troskystes ou maoïstes...) elles ne font que se remettre à la remorque des bureaucraties majoritaires et contribuent en ce sens à l'étouffement de la lutte". (De *"Lutte de Classe"*, Jean COLIN, 75 rue St-Antoine Paris- 4ème).

DES ÉTUDIANTS DE POITIERS...

VERITE-PRESSE:

Pour assurer la rentrée réussie à 99% de Guichard, la nouvelle faculté devait être finie en octobre. Mais à quel prix!

Pour les ouvriers: travail par tous les temps, 15 heures par jour, mesures de sécurité non assurées (2 morts, plusieurs blessés).

Pour les étudiants et usagers de la route: mesures de sécurité non respectées, 26 accidents en deux semaines dont 2 mortels.

La sécurité n'intéresse le pouvoir que lorsqu'elle est rentable!

Les étudiants ont décidé de réagir.

Jeudi, une manifestation organisée a réuni 250 étudiants.

Vendredi, nouvel accident: manifestation spontanée route de Chauvigny; pour toucher la population; manifestation en ville, sans violence, à laquelle répond une charge sans sommation des CRS. Leurs ordres: CHARGEZ!, DE QUARTIER!

Samedi, distribution de tracts pour informer la population.

Lundi, mobilisation des étudiants dans les facultés. Le soir, manifestation massive des étudiants sur leurs propres mots d'ordre contre les répressions française et franquiste, différents aspects d'un même système.

Mardi la mobilisation continue dans les facultés. Nouvel accident mortel: partis 300, les étudiants se retrouvent 2.000. Comme seule réponse à leur mouvement de protestation, on leur envoie les C.R.S. Quand des étudiants sortent du campus pour expliquer à la population leur lutte contre la politique criminelle du pouvoir, celui-ci ordonne le MATRAQUAGE.

Mercredi, par contre, ils sont plus de 3.000 dans les rues de Poitiers, on ne voit ni casque, ni képis et toute la manifestation se déroule dans le calme, au centre-ville comme dans la ZUP.

HALTE A LA FALSIFICATION DE L'INFORMATION !

Mardi soir, nous étions 2.000 et non 500. Les bâtiments universitaires ont été saccagés par les grenades de la police (460 grenades offensives, au chlore et C.B. condamnées par la Convention de Genève).

C'est le personnel du Restaurant Universitaire qui nous a nourri; nous n'avons rien pris de forces. Les seules voitures détériorées ont été celles d'automobilistes qui fonçaient sur les manifestants et celles touchées par les par les grenades sur le campus.

La police a matraqué dans les cars: des camarades ont été conduits à l'Hôtel-dieu; une étudiante de16 ans a été gardée plus de six heures, sans soins, avec le nez cassé. La police a violé le campus, y a arrêté des étudiants.

NOUS CONTINUONS LA LUTTE POUR L'ABANDON DES POURSUITES ENGAGEES CONTRE NOS CAMARADES, ET COLERE LA REPRESSION DE L'ETAT-POLICIER.

OUVRIERS, ETUDIANTS, MÊME COMBAT POUR LA SECURITE!

Comité de lutte étudiant - 19 décembre 1970.

ABONNEMENTS:

Guy RAYNAL 12 rue Béchade 79 CHEF-BOUTONNE

C.C.P. 2094 49 BORDEAUX

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENT DE SOUTIEN: 10.00 F.

Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.